

« SOUVERAINETE LIMITEE » OU
« INTERNATIONALISME PROLETARIEN » ?
LES LIENS FONDAMENTAUX DE LA COMMUNAUTE
DES ETATS SOCIALISTES

par

Mario BETTATI

Chargé de Cours à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de l'Université de Nice

L'origine précise de la doctrine de « la souveraineté limitée » demeure controversée. En effet, si l'expression est couramment employée en Occident, dans certaines démocraties populaires et en Chine, elle n'apparaît pas dans la terminologie soviétique. Bien plus, on considère à Moscou qu'elle a été forgée de toutes pièces comme instrument de propagande antisoviétique : « L'œuvre de propagande actuelle de l'Occident — la doctrine de la " souveraineté limitée " — a pour but d'ébranler la communauté socialiste et d'affaiblir les liens internationaux entre les pays frères, cette doctrine déforme le principe socialiste de l'internationalisme prolétarien, sa paternité fut attribuée avec impudence à l'Union soviétique »¹.

En fait, on ne connaît pas de textes officiels du gouvernement ou du parti communistes soviétiques dans lesquels l'expression soit employée. En revanche, les documents qui font référence à la notion « d'internationalisme prolétarien » abondent. C'est précisément sur cette notion que les Soviétiques fondent le droit des Etats socialistes à l'intervention au sein de la communauté qui les unit.

Il importe donc de lever toute ambiguïté terminologique, dans la mesure où deux expressions tendent à définir une même situation : l'interdépendance des pays de la communauté socialiste.

En effet, depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces militaires du Pacte de Varsovie, les relations de l'U.R.S.S. avec les pays socialistes sont

¹ SELIANINOV, O., « L'internationalisme prolétarien et l'Etat socialiste », *La vie internationale*, n° 11 (107), Moscou, novembre, p. 11. Cf. également ZOROBIBE, Ch., « La doctrine soviétique de la " souveraineté limitée " », *R.G.D.I.P.*, 1970, n° 4, pp. 872-905.

analysées à Pékin, à Tirana, et avec moins de fermeté à Belgrade et à Bucarest comme étant fondées sur la « doctrine Brejnev » dite de « la souveraineté limitée ».

Face à l'accusation que contient cette analyse, les Soviétiques répondent inlassablement que « l'internationalisme prolétarien » est le seul fondement des relations au sein de la communauté des Etats socialistes. Où est l'origine du débat ?

En dépit des affirmations soviétiques qui attribuent aux Occidentaux la paternité de la formule, c'est en Yougoslavie qu'est apparue pour la première fois l'expression « souveraineté limitée » sans que cette pratique soit attribuée de manière formelle à tel ou tel Etat. La thèse de Belgrade est formulée clairement par L. Erven qui rappelle dans quelles circonstances (les événements de Tchécoslovaquie) elle est née : « On a utilisé dans les discussions et les polémiques soulevées par l'intervention des cinq pays du Traité de Varsovie, l'expression "souveraineté limitée" pour caractériser spécialement les relations entre les pays socialistes, et dans le désir de fournir une explication et une justification idéologiques, politiques et juridiques pour l'action du 21 août². Cette notion de souveraineté limitée est même érigée en théorie socialiste des rapports internationaux entre Etats socialistes »³.

Pour les Yougoslaves, comme pour les Roumains, les Albanais et les Chinois, l'internationalisme prolétarien s'est trouvé dénaturé. Les explications fournies pour justifier l'intervention en Tchécoslovaquie font apparaître une nouvelle notion, contraire aux principes fondamentaux énoncés par le Pacte de Varsovie. Les adversaires de la souveraineté limitée partagent le point de vue exprimé par M. Nicolae Ceausescu le 29 novembre 1968 en ces termes : « L'appartenance au Traité de Varsovie, non seulement ne met pas en discussion la souveraineté des pays membres, ne "limite" en aucune sorte leur indépendance d'Etat, mais au contraire, comme le prévoit le traité même, constitue un moyen de renforcer l'indépendance et la souveraineté nationale de chaque Etat »⁴.

Or, pour les Soviétiques, cette affirmation n'est pas en cause et les Roumains,

² Sur l'intervention en Tchécoslovaquie et le droit international, cf. l'article de Georges FISCHER, *A.F.D.I.*, 1968, pp. 15-42.

³ ERVEN, L., « Souveraineté limitée et coopération internationale », *Revue de la politique internationale*, Belgrade, 5 novembre 1968, p. 8.

⁴ Exposé à la séance jubilaire de la Grande Assemblée Nationale. Dans *La Roumanie sur la voie du parachèvement de l'édification socialiste* (Recueil de rapports, discours et articles de N. Ceausescu), Ed. Meridiane, Bucarest, 1969, vol. 3, p. 818.

Les Roumains ne sont plus aussi fermes aujourd'hui. Ils admettent que la doctrine de la souveraineté limitée n'existe pas, du moins officiellement. Dans un exposé à l'Association de politique extérieure de New York, M. Ceausescu a dit le 22 octobre 1970 : « ... le camarade L.I. Brejnev, a déclaré qu'une telle doctrine n'existe pas et qu'elle représente une invention de certains commentateurs occidentaux. Donc une telle doctrine n'existe pas et, d'ailleurs ne pourrait exister ». *Document Agerpres* n° 35, 24 octobre 1970, p. 14.

comme les Yougoslaves, sont victimes de la manœuvre des impérialistes destinée à « attiser les sentiments nationalistes dans les pays socialistes, encourager toute sorte de courants révisionnistes et opportunistes, ruiner l'unité de la communauté socialiste et du mouvement communiste afin d'écraser tour à tour chaque détachement de ce mouvement »⁵. Ceux qui tout en se réclamant du marxisme utilisent cette conception ont en réalité « cédé à la machine de propagande bourgeoise » ou pis encore sont passés « ouvertement dans le camp des ennemis du socialisme »⁵.

Les dirigeants actuels de la Tchécoslovaquie s'alignent d'ailleurs sur la thèse soviétique, et dans son discours à l'Assemblée générale de l'O.N.U., le 30 septembre 1969, M. Jan Marko, ministre des Affaires étrangères déclare : « Aucun acte appuyé par l'étranger, aucun désordre fomenté à l'intérieur, aucune trompeuse campagne idéologique s'appuyant sur de pseudo-théories fallacieuses quant à une certaine "souveraineté limitée" ne connaîtront de réussite »⁶.

Mais au-delà des objectifs subversifs que les Soviétiques et leurs alliés attribuent à cette doctrine, ils y décèlent une analyse erronée des relations internationales au sein du camp socialiste. En effet, ils estiment que : « Si l'on envisage le faux problème de la "souveraineté limitée" dans le cadre plus large des desseins de l'impérialisme, on constate qu'il s'agit en fait d'*édulcorer l'essence de classe des relations internationales socialistes* »⁷.

Or, précisément, l'essence de classe constitue le fondement majeur des relations d'un nouveau type, établies entre les peuples engagés dans la voie du socialisme et du communisme. Trois traits caractérisent ce nouveau type de relations : « la véritable égalité en droits, le respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté, l'entraide fraternelle et la coopération »⁸.

L'unité de classe et d'intérêt explique le caractère indissociable de la communauté formée par ces peuples, car « pas un pays socialiste ne peut se renforcer au détriment des autres ou au prix de leur affaiblissement. C'est pourquoi les dirigeants des pays socialistes ne peuvent pas séparer les unes des autres les questions de l'internationalisme prolétarien et les intérêts d'Etat des pays socialistes »⁹.

⁵ SANAKOEV, Ch. et KAPTCHENKO, N., « Le triomphe des principes de l'internationalisme prolétarien », *La vie internationale*, Moscou, n° 8 (104), août 1969, p. 38.

⁶ Edition multigraphiée du Bureau de presse et de documentation de l'ambassade de la R.S. Tchécoslovaquie en France, p. 9.

⁷ SANAKOEV, Ch. et KAPTCHENKO, N., *doc. cit.*, souligné par eux.

⁸ ISRAELIAN et AUTRES, *La politique étrangère de l'U.R.S.S.*, Ed. du Progrès, Moscou, 1967, p. 64.

⁹ KADAR, JÁNOS, « Intervention à la Conférence des P.C. de Moscou (5-17 juin 1969) », *Conférence internationale des partis communistes et ouvriers*, Ed. « Paix et Socialisme », Prague, 1969, p. 331.

C'est donc bien l'internationalisme prolétarien et non la souveraineté limitée qui fonde la dépendance de ces pays à l'égard de la communauté à laquelle ils appartiennent.

La communauté des Etats socialistes se trouve donc divisée. Une partie de ses membres, au nombre desquels la Chine populaire joue un rôle majeur, dénonce la doctrine de « la souveraineté limitée ». L'autre partie (les cinq Etats dont les armées ont envahi la Tchécoslovaquie en 1968) se rallie exclusivement à la notion d'*internationalisme prolétarien*.

I. LA SOUVERAINETE LIMITEE

Parmi les premières mises en cause de la « souveraineté limitée », celle des Yougoslaves situe assez clairement le problème en relevant une contradiction dans l'énoncé même de l'expression :

« Ce qui est limité ne saurait être souverain, disent-ils, un Etat souverain ne peut être coiffé par aucune autorité supérieure ni soumis à aucune volonté étrangère. Son système, sa conduite et ses actions, l'Etat souverain les détermine lui-même, en pleine indépendance, et il ne peut être assujéti à aucune condition, à aucune restriction, autres que celles qu'il a acceptées de son plein gré et dans le respect du principe de souveraineté. La théorie de la " souveraineté limitée " comporte donc la négation de la souveraineté¹⁰. »

Dès lors, on peut se poser la question suivante : si la négation de la souveraineté caractérise du point de vue juridique les Etats socialistes, qui donc est le titulaire, le dépositaire, de la souveraineté dans un groupe de pays comme

¹⁰ ERVEN, L., « Souveraineté limitée et coopération internationale », *doc. cit.*, p. 8.

Durant l'année 1968, les Yougoslaves ont consacré de multiples déclarations, articles et documents à dénoncer l'ingérence dans les affaires intérieures des pays socialistes, cf. notamment : BARTOS, M., « L'agression contre la Tchécoslovaquie », *Revue de la politique internationale*, n° 442, 5 septembre 1968, pp. 3 et ss.; TEPAVAC, M., « Le socialisme n'a pas le droit de recourir à la violence », *ibidem*, pp. 1 et ss.; Déclaration du président Tito et Résolution de la X^e réunion du C.C. de la L.C.Y. et déclaration du gouvernement de la R.S.F.Y., *ibidem*, pp. 13 et ss.; PECUJLIC, M., « Des causes et des effets », *ibidem*, n° 443, 20 septembre 1969, p. 1; BENKO, V., « L'internationalisme dans le monde d'aujourd'hui », *ibidem*, n° 445, 20 septembre 1968, pp. 1 et ss.; DIMITRIJEVIC, V., « Intervention et agression » (droit international), *ibidem*, n° 448, 5 décembre 1968, pp. 24 et ss.

En 1969-1970, les documents yougoslaves font référence au problème de manière indirecte en rappelant leur attachement à l'indépendance nationale. Cf. notamment :

Le communiqué Tito-Ceausescu publié le 20 novembre 1970 dans la *Revue de Politique internationale*, p. 21, selon lequel la coopération avec les pays socialistes doit se développer « dans le strict respect des principes de souveraineté et d'indépendance nationale, d'intégrité territoriale, d'égalité totale, d'avantage mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures, pour quelque raison que ce soit ».

Le rapprochement soviéto-yougoslave, amorcé par la visite de M. Gromyko à Belgrade en septembre 1969 et renforcé par celle de M. Brejnev en septembre 1971 a encore tempéré les thèses yougoslaves. Cf. la même revue, n° 516, 5 octobre 1971, p. 12.

celui du Pacte de Varsovie ? La question demeure sans réponse, dans la mesure où la conception soviétique n'est approuvée et acceptée que par cinq Etats et où il est, dès lors, impossible de faire de la « souveraineté limitée » la doctrine officielle du Pacte de Varsovie.

« Si l'accord soviéto-tchécoslovaque avait été conclu avant le 21 août, on pourrait affirmer que la Tchécoslovaquie approuve elle aussi la nouvelle doctrine du traité de Varsovie. Mais du fait que l'accord a été signé après le 21 août et après que la Tchécoslovaquie a été placée dans la situation créée par les actions entreprises depuis cette date, il prend une physionomie juridique tout à fait différente et des caractéristiques politiques elles aussi tout à fait différentes¹⁰. »

Au fond, les Yougoslaves pensent qu'il est impossible de trouver une justification à la nouvelle doctrine, les Roumains ont partagé ce point de vue. Les Albanais et les Chinois en trouvent une dans le fait que la solidarité socialiste s'est progressivement détériorée sous l'impulsion du « révisionnisme » de Moscou et qu'elle s'est transformée en une volonté d'hégémonie de l'U.R.S.S. au sein du camp socialiste.

Les membres de ce camp qui dénoncent la « souveraineté limitée » estiment donc qu'elle est contraire au marxisme-léninisme car elle viole la souveraineté nationale et dénature la solidarité socialiste.

A. LA SOUVERAINETE LIMITEE VIOLE LA SOUVERAINETE NATIONALE

Les membres de la communauté socialiste qui se déclarent hostiles à la « doctrine Brejnev » y opposent une conception différente de l'internationalisme prolétarien. Ils préconisent une forme d'autonomie assez large au sein de la communauté socialiste et érigent l'indépendance nationale en principe égal à celui de l'internationalisme prolétarien. Ils condamnent l'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

Plus violents dans la forme, les Chinois et les Albanais dénoncent une doctrine destinée, selon eux, à justifier une politique d'agression à l'égard des pays socialistes.

a) *L'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.*

Selon le point de vue roumain, aussi longtemps qu'existe le bloc militaire de l'O.T.A.N., il est nécessaire de maintenir le Traité de Varsovie, en tant que moyen visant à assurer les pays membres contre une agression impérialiste du dehors. Mais cette exigence s'arrête là et il ne convient pas d'en tirer des conséquences mettant en cause l'indépendance des pays membres. Pour N. Ceausescu, « La thèse que l'on essaie d'accréditer ces derniers temps, selon laquelle la défense en commun des pays socialistes contre une attaque impérialiste implique la limitation ou la renonciation à la souveraineté d'un Etat signataire du Traité, ne correspond pas au principe des relations entre les pays socialistes ».

et ne peut être acceptée sous aucune forme »¹¹. En effet, les adversaires de cette thèse estiment que l'appréciation de la situation intérieure d'un pays socialiste relève de la seule compétence des autorités internes et ne saurait faire l'objet de directives ou d'immixtion de la part d'un ou plusieurs autres membres de la Communauté socialiste. Ainsi, la déclaration du gouvernement yougoslave du 22 août 1968 affirme :

Accomplie sans que le gouvernement et les autres organes constitutionnels de la République socialiste de Tchécoslovaquie l'aient sollicitée et contre leur volonté, l'intervention armée du groupe de pays en question constitue la forme la plus brutale de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un pays indépendant, ainsi qu'une négation flagrante des principes universellement admis du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Le gouvernement de la R.S.F. de Yougoslavie considère qu'aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit de décider du sort d'un pays et de son développement intérieur, non plus que de prendre des mesures contraires à la volonté publiquement exprimée du peuple et des organes constitutionnels de ce pays¹².

Or, on pourrait objecter à cette affirmation que le droit international et la Charte des Nations Unies autorisent l'organisation de la défense régionale et peuvent laisser à des organismes internationaux régionaux le soin d'apprécier les agressions dont les membres seraient victimes. Une telle objection est rejetée par M. Ceausescu qui complète en ces termes la thèse yougoslave :

« C'est un fait unanimement reconnu et accepté dans toute la vie internationale que les relations entre les partis et entre les Etats se déroulent exclusivement entre les directions légales de ceux-ci, et non point entre des groupes ou des gens qui ne représentent personne. Admettre l'abandon de ces principes, l'introduction de la pratique consistant à invoquer pour une action ou une autre les demandes de groupes isolés signifie ouvrir la voie à l'arbitraire, faciliter les actes d'intervention dans des affaires d'autres partis ou Etats, inclusivement l'occupation militaire de certains pays¹³. »

D'ailleurs, l'indépendance nationale des pays socialistes se fonde sur une conception universaliste du marxisme. Les Roumains interdisent à quiconque de déterminer unilatéralement la ligne du mouvement communiste international et d'imposer cette ligne à chaque pays socialiste, en particulier par la force.

¹¹ Exposé à la séance jubilaire de la Grande Assemblée nationale, 29 novembre 1968, *Recueil cité*, vol. III, p. 818.

¹² Publiée dans *Revue de la politique internationale*, Belgrade, n° 442, 5 septembre 1968, p. 16.

Le gouvernement yougoslave fait ici écho à la démonstration donnée par M. Milan Bartos dans la même revue et tendant à montrer que l'occupation de tout le territoire tchécoslovaque constitue « un exemple classique d'agression », *ibidem*, p. 3. Fidel Castro a également considéré que la souveraineté tchécoslovaque a été violée. Cf. Allocution du 23 août 1968, brochure éditée par l'Instituto del libro, Cuba, 1969, p. 10.

¹³ Discours à la session extraordinaire de la G.A.N. le 22 août 1968, *Recueil cité*, vol. III, p. 458. M. Bartos montre que selon le droit international général, la représentation des Etats à l'étranger est exercée par les organismes habilités constitutionnellement. En règle générale cette prérogative appartient au chef de l'Etat en accord avec le corps représentatif. p. 4.

Paraphrasant la célèbre exclamation « l'Etat c'est moi » attribuée à Louis XIV, N. Ceausescu affirme aujourd'hui : « Il existe certains théoriciens qui s'arrogent le droit d'émettre des jugements définitifs, suivant le principe : " Le marxisme, c'est moi " »¹⁴. Or, ajoute le Secrétaire général du P.C. roumain :

« Le marxisme-léninisme n'est la propriété de personne; il est une conception scientifique, et c'est seulement dans la mesure où tous les hommes politiques, tous les hommes de science, tous les hommes qui pensent analysent le développement social en se basant sur cette conception, sur les idées du matérialisme dialectique et historique, qu'ils peuvent tirer des conclusions justes sur le développement de la société, peuvent trouver des solutions adéquates aux problèmes soulevés par la vie¹⁴. »

Le Pacte de Varsovie lui-même ne peut être considéré comme une institution supranationale que dans une perspective volontaire, c'est-à-dire que ses décisions ne sont obligatoires pour un Etat membre que s'il les a lui-même acceptées. A la suite du discours de N. Ceausescu du 22 août 1968, la Grande Assemblée nationale roumaine a adopté une déclaration concernant les principes fondamentaux de la politique extérieure de la Roumanie. Selon cette déclaration, « tout acte entrepris au nom du Traité, toute action militaire accomplie sous son égide doit constituer le résultat de consultations et des décisions communes, *unanimes*¹⁵, de tous les Etats membres — ainsi que le prévoit le Traité lui-même »¹⁶.

Enfin, l'ingérence que permet la doctrine de la « souveraineté limitée » est contraire à la collaboration internationale en général. L. Erven se demande en effet si dans ce groupe de pays socialistes, la notion de souveraineté intégrale n'est pas remplacée par celle de limitation intégrale de cette qualité essentielle de l'indépendance ? « En d'autres termes, le contrôle des pays du Traité de Varsovie ne porte-t-il que sur le développement intérieur de chacun d'eux, ou embrasse-t-il aussi leurs activités de politique extérieure ? »¹⁷

Il semble aux Yougoslaves que la réponse soit malheureusement affirmative et que désormais les compétences internationales des Etats socialistes soient réduites. Cette restriction porte alors un rude coup aux développements de la coopération européenne, pourtant préconisée autrefois par l'U.R.S.S.. Selon Belgrade, cette relance de la coopération européenne devait être arrêtée après l'établissement des relations diplomatiques entre la Roumanie et l'Allemagne occidentale. Le geste de la Roumanie ne fut pas approuvé par une partie du camp socialiste où l'élargissement de la collaboration avec les Etats occidentaux était considéré comme une ouverture du camp socialiste aux influences occidentales et un affaiblissement de sa cohésion interne.

¹⁴ Discours lors de la rencontre avec les intellectuels de C.L.U.J. (30 août 1968), *Recueil cité*, tome III, p. 527.

¹⁵ Souligné par l'auteur du présent article.

¹⁶ *N.E.D.* n° 3449-3550 cité, p. 93.

¹⁷ « Souveraineté limitée et coopération internationale », *doc. cit.*, p. 8.

Certes, la solidarité socialiste est un impératif majeur mais pour les Yougoslaves et les Roumains, cette solidarité ne saurait aucunement conduire à l'immixtion dans les affaires d'autres Etats ou d'autres partis, à la violation du droit de chaque peuple, de chaque parti d'établir les mesures destinées à assurer le bon déroulement de l'édification du socialisme. Et N. Ceausescu de conclure :

« Nous devons déclarer ouvertement, camarades, que ceci n'est pas la voie de l'aide internationale, que ceci n'est pas la voie du renforcement de l'amitié et de la solidarité internationaliste. L'amitié ne s'impose pas par la voie des armes. L'amitié est le résultat de la libre volonté de chaque nation, elle est le résultat d'une collaboration ouverte, fraternelle, basée sur la plus libre adhésion du peuple tout entier. C'est seulement ainsi que la force et l'unité des pays socialistes seront invincibles ¹⁸. »

Mais cette unité est aujourd'hui menacée car, selon Pékin et Tirana, la doctrine de la « souveraineté limitée » permet l'agression généralisée contre les Etats socialistes.

b) *L'agression généralisée contre les Etats socialistes.*

Avec l'analyse chinoise et albanaise de la « souveraineté limitée », le ton change rapidement, la violence verbale succède aux critiques sévères.

La mesure est donnée par le titre de l'éditorial de *Pékin Information* du 31 mars 1969 : « Souveraineté limitée » et « dictature internationale », théories de gangster des social-impérialistes révisionnistes soviétiques ¹⁹.

Au-delà de la violence du vocabulaire, il convient d'analyser les griefs des Chinois à l'égard de la thèse soviétique. Ils relèvent divers caractères qui font de la doctrine de Brejnev, une « théorie fasciste » ²⁰.

Les Chinois s'en prennent tout d'abord aux objectifs de la « souveraineté limitée » qui prétend défendre les intérêts socialistes.

« Vous imposez la “ la souveraineté suprême ” d'un suzerain aux autres peuples, disent-ils, ce qui veut dire que la souveraineté des autres pays est “ limitée ” tandis que votre droit de disposer de ces pays est “ illimité ”. En d'autres termes, vous avez le droit de disposer des autres pays et ils n'ont pas le droit de se dresser contre vous; vous avez le droit de démembrer les autres pays et ils n'ont pas le droit de vous résister » ²⁰.

Or, selon Pékin, les fondements d'une telle doctrine reposent sur une déformation de la thèse de Lénine sur la transformation de la dictature du prolétariat en dictature internationale. « Ce que vous appelez “ dictature internationale ”, c'est tout simplement la domination et l'asservissement des autres pays par les

¹⁸ Discours prononcé le 26 août 1968 au meeting de la ville de Sîntu Gheorghe. *Recueil cité*, t. 3, p. 476.

¹⁹ *Pékin Information*, n° 13, 31 mars 1969, pp. 23 et ss.

²⁰ « Léninisme ou social-impérialisme », *Pékin Information*, n° 17, 27 avril 1970, p. 11.

nouveaux tsars, ajoute l'éditorial. Croyez-vous que le recours au prétexte de l'"aide à un pays frère" vous donne le droit de faire appel à votre puissance militaire pour malmenier un autre pays ou d'envoyer à votre guise vos armées faire la loi dans un autre »²¹.

D'ailleurs, la définition de l'agression à laquelle adhère l'U.R.S.S. éclaire particulièrement bien ses intentions. Les Chinois s'efforcent d'en apporter la preuve, à partir de l'allocution du représentant soviétique aux Nations Unies prononcée le 26 février 1969. Selon cette déclaration : « L'usage de la force par un Etat pour empiéter sur les acquis socio-politiques des peuples d'autres Etats est incompatible avec le principe de la coexistence pacifique entre pays aux systèmes sociaux différents »²².

Ainsi, selon Pékin, l'U.R.S.S. rattache l'agression armée à la seule sphère limitée des « pays aux systèmes sociaux différents ». « Ce qui veut dire que "l'usage de la force... pour empiéter" sur des pays ayant le même système social est "compatible" avec le principe de la coexistence pacifique et n'est pas qualifié d'agression »²³.

L'instrument de cette politique est l'organisation du Pacte de Varsovie que les Soviétiques ont transformé de manière à leur permettre de faire stationner d'importantes forces armées dans les pays membres de la « Communauté ». « Par la voix de leurs nombreux hauts officiers, ils y dictent librement leurs ordres »²³.

Ce sont les Albanais qui ont dénoncé le plus énergiquement l'évolution du Pacte de Varsovie. Ils s'en sont retirés, à la suite de l'intervention en Tchécoslovaquie.

Dans un discours prononcé à la session de l'Assemblée populaire d'Albanie, le président du Conseil des ministres, M. Chehou déclarait que l'agression militaire contre la Tchécoslovaquie perpétrée par cinq autres pays, également membres de ce pacte... a été commise « perfidement au nom du Pacte de Varsovie. Elle est une agression de type fasciste »²⁴. Dès lors, l'Albanie qui se réclame d'un socialisme authentique se devait de quitter l'organisation :

²¹ *Ibidem*, cf. également : KONG KIUN-PING, « Dictature internationale, théorie scélérate du social-impérialisme », *Pékin Information*, n° 20, 19 mai 1969, pp. 4-5, et TSIEN YEN, « Démasquons cette théorie des révisionnistes soviétiques : "responsabilité en matière de sécurité" », *Pékin Information*, n° 36, 3 septembre 1969, pp. 14 et ss.

²² Cité dans : WANG TCHAO-TSAI, « Démasquons la définition de l'agression du révisionnisme soviétique », *Pékin Information*, n° 22, 2 juin 1969, p. 15.

Dans son article du 5 septembre 1968, M. Milan Bartos a rappelé que les Yougoslaves sont également attachés à une conception large de la coexistence pacifique incluant les rapports entre pays à systèmes sociaux identiques. *Doc. cit.*, p. 5.

²³ TSI HSINANG-YANG, « Ecrasons la théorie de "la souveraineté limitée" des nouveaux tsars », *Pékin Information*, n° 21, 26 mai 1969, pp. 20 et ss.

« ... en se retirant du Pacte de Varsovie, déclarait M. Chehou, la République populaire d'Albanie fait un pas révolutionnaire. Ce traité ne sert plus le socialisme ni la paix, il ne sert plus la cause de la classe ouvrière et de l'internationalisme prolétarien, il a perdu son fondement originel d'idéologie et de classe. Maintenant, il sert la bourgeoisie révisionniste, il sert les intérêts étroits du chauvinisme de grande puissance caractérisant la direction révisionniste soviétique... »²⁴

Mais alors que reste-t-il des principes de l'internationalisme prolétarien ? Albanais et Chinois estiment que la doctrine de la « souveraineté limitée » a pour effet de justifier une nouvelle conception de la solidarité internationale fondée non sur l'égalité socialiste mais sur une volonté d'hégémonie de la part de l'U.R.S.S.

B. LA « SOUVERAINETE LIMITEE » DENATURE LA SOLIDARITE SOCIALISTE

Le principe de l'internationalisme prolétarien, fondement du droit international entre pays socialistes, trouve son origine dans la solidarité fraternelle des ouvriers de tous les pays. Il suppose une collaboration dans l'intérêt commun et dans les intérêts particuliers, intérêts qui se pénètrent dans une perspective dialectique. C'est ce que rappelle G.I. Tunkin :

« Les nouvelles relations internationales établies entre les Etats socialistes se caractérisent non seulement par une collaboration particulièrement étroite à la fois dans les domaines politique, économique, culturel et autres, mais aussi par une nouvelle qualité de ces rapports. L'amitié fraternelle, la coopération, l'entraide pour la réalisation des plus grands progrès dans le développement de chacun des Etats socialistes et du camp socialiste tout entier sont les traits spécifiques du nouveau type de relations internationales, distinct des autres formes historiques de celles-ci »²⁵.

Or, les Etats qui sont intervenus en Tchécoslovaquie n'ont pas respecté ce principe. « Par leur invasion, ils ont violé les droits d'un peuple à l'indépendance, la liberté, l'égalité et à l'autodécision lorsqu'il s'agit de son propre sort. Le principe de solidarité internationaliste des pays socialistes, les interventionnistes, l'ont transformé en droit à l'intervention armée »²⁶.

Les adversaires de la « souveraineté limitée » estiment que ces principes se trouvent vidés de leur contenu dans la mesure où ils ne sont plus des principes de collaboration mais des principes de subordination. Pour les uns ils assurent l'hégémonie soviétique et renforcent la politique des blocs, pour les autres, la

²⁴ « Le Pacte de Varsovie est devenu un instrument aux mains du révisionnisme soviétique dans son asservissement et son agression exercés contre les peuples des pays membres », *Pékin Information*, n° 38, 23 septembre 1968, pp. 11 et 13.

²⁵ TUNKIN, G.I., *Droit international public - problèmes théoriques*, préface de M. Virally, Paris, Pédone, 1965, p. 230.

²⁶ « L'occupation », éditorial de la *Borba*, Belgrade, 22 août 1968. *N.E.D.*, n° 3549-3550, 30 décembre 1968, p. 105.

domination de Moscou est de même nature que celle exercée par les Etats impérialistes, ils dénoncent le « social-impérialisme » !

a) *La « souveraineté limitée » renforce la politique des blocs.*

Dans une résolution du 23 août 1968, le Comité central de la Ligue des communistes yougoslaves montre que la tendance à l'uniformisation du communisme, déterminée depuis un centre, est néfaste à la cause mondiale du socialisme. En effet, « de telles conceptions se doublent inévitablement de diverses manifestations de la politique hégémoniste de grand Etat, du monopolisme et de l'inégalité nationale qui sont foncièrement contraires au socialisme »²⁷ car elles participent de la politique des blocs. Or, poursuit la résolution :

« La Ligue des communistes et la Yougoslavie socialiste ne reconnaissent aucun accord — déclaré ou tacite — sur les sphères d'intérêt qui font des petits peuples un simple jouet de la politique de force. De même, que nous nous sommes opposés à l'Accord de Yalta, en vertu duquel les grandes puissances ont procédé au partage de leurs sphères d'influence, de même nous nous opposons aujourd'hui à toute entente de ce genre au détriment des autres peuples²⁷. »

Les Chinois dénoncent dans cette théorie, une collusion soviéto-américaine :

« Cette " théorie " prônée par les révisionnistes soviétiques vise, d'une part, à réaliser leur ambition de repartager le monde en collusion avec les Etats-Unis et d'autre part à répondre aux exigences de leurs disputes entre partenaires, malgré cette collusion. La " théorie " peut servir non seulement à l'impérialisme U.S. pour légaliser ses occupations militaires, et ses diverses interventions mais aussi au révisionnisme soviétique pour lui disputer sa zone d'influence et placer arbitrairement un pays donné dans la sphère de la " dictature internationale ". L'impérialisme américain soutient la " dictature internationale " des révisionnistes soviétiques dans leur zone d'influence. En retour, ceux-ci l'appuient dans ses agressions accomplies au nom de la " défense du monde libre ", excuse ignoble et mensongère²⁸. »

Cette thèse avait d'ailleurs été développée par Chou En-Lai au mois d'août 1968 au cours d'une réception à l'ambassade de Roumanie à Pékin.

Pour le Premier ministre chinois, les événements de Tchécoslovaquie résultent de l'exacerbation des contradictions qui opposent « l'impérialisme américain au révisionnisme soviétique pour la mêlée et la distribution des zones d'influence en Europe orientale »²⁹. C'est avec l'accord tacite des Américains que les Soviétiques ont commis cette agression. « Du moment que l'impérialisme américain a donné son accord tacite à l'invasion et à l'occupation de la Tchécoslovaquie par le révisionnisme soviétique, comment celui-ci pourrait-il s'opposer à l'occupation du Sud-Vietnam par l'impérialisme américain ?²⁹ »

²⁷ *Revue de la politique internationale*, (Belgrade), n° 442, du 5 septembre 1968, pp. 13-16.

²⁸ KONG KIUN-PING, « Dictature internationale, théorie scélérate du social-impérialisme », *Pékin Information*, n° 20, 19 mai 1969, p. 5.

²⁹ *Pékin Information*, n° 34, 26 août 1968, p. 9.

Chou En-Lai affirmait en termes analogues, quelques jours plus tard, que les Etats-Unis reconnaissaient la Tchécoslovaquie « comme une composante de la sphère d'influence du révisionnisme soviétique »³⁰. Or, celui-ci s'est mué en une forme nouvelle de l'impérialisme : « le social impérialisme ».

b) *La « souveraineté limitée » sert le « social impérialisme ».*

Selon Pékin, « Brejnev a ouvertement professé... qu'une fois la " sécurité " et les " intérêts communs " de ce qu'il appelle la " communauté " (ce qui signifie, en clair, l'empire colonial qu'il a érigé avec quelques pays d'Europe orientale et la Mongolie) " menacés ",... les révisionnistes soviétiques sont en droit " d'adopter des mesures militaires " contre un membre donné de la " communauté " et d'entreprendre une intervention armée fasciste pure et simple »³¹.

Pour définir le « social impérialisme » qu'ils reprochent aux Soviétiques, les Chinois se réfèrent à l'œuvre de Lénine qui a condamné les révisionnistes de la II^e internationale en ces termes : « Socialisme en parole, impérialisme dans les faits, transformation de l'opportunisme en impérialisme »³². Mais si les social-impérialistes de la seconde internationale ne détenaient pas le pouvoir, en revanche aujourd'hui,

« ... les social-impérialistes révisionnistes soviétiques se livrent directement au pillage et à l'asservissement des peuples d'autres pays en utilisant le pouvoir d'Etat usurpé (...). En paroles, la clique révisionniste affirme pratiquer l'" internationalisme " à l'égard des " pays frères ", mais en fait, elle se sert de l'" Organisation du pacte de Varsovie ", du " Conseil d'Assistance économique mutuelle " et d'autres chaînes pour maintenir emprisonnés certains pays est-européens et la République populaire de Mongolie dans les barbelés de la prétendue " communauté socialiste ", et en disposer à sa guise »³².

Comme l'impérialisme se développe sur une base essentiellement économique, à partir du capitalisme, le « social impérialisme » utilise les mécanismes économiques qui avaient été posés comme instruments de la division socialiste internationale du travail, il les détourne de leurs buts originels et en fait des armes d'exploitation de la « communauté socialiste ».

Les principes fondamentaux de la division socialiste internationale du travail ont été codifiés par la conférence des représentants des partis communistes ouvriers

³⁰ Discours à l'ambassade de la R.D. du Vietnam, le 3 septembre 1968, *Pékin Information*, n° 36, 9 septembre 1968, p. 7.

³¹ « Souveraineté limitée » et « Dictature internationale », théorie de gangster des social-impérialistes révisionnistes soviétiques, *Pékin Information*, n° 13, 31 mars 1969, p. 23.

³² Cité dans : « Léninisme ou social-impérialisme ? », *Pékin Information*, n° 17, 27 avril 1970, p. 10.

des pays membres du Comecon³³. Ces principes sont ceux de la spécialisation de la production, de la coopération dans la production, de l'aide et de la coordination des économies nationales. Or, selon Pékin, avec la « souveraineté limitée », la spécialisation de la production, « signifie qu'un ou plusieurs membres du Comecon se spécialisent dans la production d'un produit pour répondre aux besoins des autres pays membres ». Ainsi, « l'Union soviétique se consacre à la production de machines, équipements et autres produits industriels, tandis que les autres pays membres sont limités à la production des produits alimentaires, agricoles et de minerais »³⁴.

Par exemple, en raison de la limitation de sa souveraineté, la Bulgarie n'a pas eu le droit de développer son industrie nationale de façon indépendante. « En fait, elle est devenue " un verger et un potager " des révisionnistes soviétiques »³⁵.

De la même façon, au nom de la *coopération dans la production*, « le social-impérialisme de l'U.R.S.S. a fait des autres pays membres du Comecon, de simples courtiers en usinage des matières premières qu'il leur exporte, cela dans le but de contrôler la production de leurs industries sidérurgique, chimique, pétrolière, textile et de leur construction navale »³⁴.

En ce qui concerne *l'aide, les prêts et la coopération économique et technique*, l'U.R.S.S. s'en sert pour « investir d'énormes capitaux dans les pays membres du Comecon. Ces « aides » ne sont pas accordées en espèces, mais en produits et équipements invendables expédiés à des prix exorbitants »³⁴.

Enfin, sous prétexte de *coordonner les économies nationales*, l'U.R.S.S. est allée jusqu'à imposer l'« intégration économique » et l'« organisation départementale » du « super-Etat » aux pays membres du Comecon, intervenant sans vergogne dans leurs affaires intérieures et foulant aux pieds leur souveraineté³⁵.

Ces diverses manœuvres révèlent selon Pékin « le rêve mirifique du révision-

³³ N.E.D., n° 3000, 18 juin 1963, pp. 16 à 18.

Sur la division socialiste internationale du travail, cf. notamment : NIKITINE, P., *Principes d'économie politique*, Ed. en langues étrangères, Moscou (1962 ?), pp. 386-396; GROCHEV, I., *La question nationale en U.R.S.S. : expériences et solutions*, Ed. de Moscou, 1968, pp. 157 et ss.; *Les principes du marxisme-léninisme*, Moscou, 1962, pp. 634-641; MASNATA, A., « Le commerce extérieur de l'Union soviétique et ses incidences internationales », *Cahiers de l'Institut de Science économique appliquée*, (série P., n° 7), supplément au n° 132, déc. 1962, cité des études soviétiques.

³⁴ « Comment les révisionnistes d'U.R.S.S. utilisent le « COMECON » pour piller et exploiter les peuples d'Europe orientale », *Pékin Information*, n° 48, 2 décembre 1968, p. 24.

³⁵ « Le « COMECON » — instrument de la politique néocolonialiste du révisionnisme soviétique. Le pillage forcené des révisionnistes soviétiques accélère la prise de conscience des peuples des pays membres du « COMECON ». L'empire colonial révisionniste soviétique ne durera plus longtemps », *Pékin Information*, n° 7, 17 février 1969, p. 17.

nisme soviétique de fonder un grand empire »³⁶, mais comme celui des impérialistes, ce rêve est sans espoir car, « l'Europe orientale est pareille à un baril de poudre, appelé tôt ou tard à sauter. Loin d'être une preuve de la puissance du social-impérialisme révisionniste soviétique, l'entrée de ses tanks à Prague ne fait que présager le commencement de la débâcle pour l'empire colonial révisionniste soviétique »³⁷.

La violence verbale des Chinois atteint ici un degré rarement égalé, elle ne pouvait laisser les Soviétiques indifférents.

Il convenait pour Moscou d'opposer une parade destinée plus à rassurer les démocraties populaires qu'à convaincre les Chinois et les Albanais. Elle se fondait sur le seul principe officiel des relations au sein de la communauté des Etats socialistes : l'internationalisme prolétarien.

II. L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

La notion d'internationalisme prolétarien dont les fondements se trouvent dans la célèbre conclusion du manifeste communiste de Marx et Engels a subi une évolution assez importante depuis son origine. En effet, l'exhortation « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » était destinée aux seuls mouvements ouvriers et aux divers partis dont il convenait de coordonner et d'unifier les efforts en vue du triomphe de la révolution dans les pays capitalistes et les pays du tiers monde³⁷. Elle trouvait sa mise en œuvre dans les internationales ouvrières et en particulier dans le *Komintern*, puis dans le *Kominform* (Bureau d'information des partis communistes).

Or, aujourd'hui, il existe un certain nombre d'Etats socialistes et la notion perd son caractère interpartisan pour trouver une dimension interétatique.

N. Lebedev rappelle les circonstances de cette mutation. « Après que le socialisme eut dépassé les frontières d'un seul pays et que se fut formé le système socialiste mondial, l'internationalisme socialiste est devenu la base des relations entre les Etats frères. Il a incarné la nécessité objective du développement de relations d'amitié fraternelle, d'entraide dans un esprit de franche camaraderie et de coopération dans tous les domaines »³⁸.

³⁶ « Léninisme ou social-impérialisme ? », *doc. cit.*, p. 14.

³⁷ Cf. LÉNINE, *L'internationalisme prolétarien*, Rec. de doc. réunis sous ce titre par les Ed. du Progrès, Moscou, 1968, 406 pages.

³⁸ « L'internationalisme prolétarien et la faillite de ses critiques », *La vie internationale*, n° 8 (116), Moscou, août 1970, p. 25. Sur l'internationalisme prolétarien voir également : KOROVINE, E.A., « L'internationalisme prolétarien et le droit international », *Annuaire soviétique de droit international* (en russe, résumé en anglais), 1958, pp. 50 et ss.; BASKHOV, A.S., « Les aspects juridiques du traité de Varsovie », *Annuaire soviétique de droit international* (en russe, résumé en anglais) 1964-1965, pp. 134 et ss.; OUSSENKO, E.T.,

Dès lors, la nature du principe se dédouble. A côté de la simple directive politique apparaît un ensemble de règles juridiques d'abord internationales puis constitutionnelles. En effet, commentant le traité soviéto-tchécoslovaque du 6 mai 1970, O. Khlestov montre qu'actuellement l'internationalisme socialiste « n'est pas seulement un principe politique mais aussi un principe de droit international. L'entraide des pays socialistes dans la lutte contre l'impérialisme, pour le triomphe du socialisme et du communisme, dans la défense des conquêtes socialistes est le principe fondamental de l'internationalisme socialiste »³⁹.

L'affirmation de cette exigence se retrouve dans le droit interne des pays socialistes. Ainsi, la défense des conquêtes socialistes est devenue en Tchécoslovaquie le devoir constitutionnel des organisations sociales et d'Etat. La loi du 18 avril 1961 sur la défense nationale proclame : « La défense de la Patrie et *de son régime socialiste* est le devoir suprême et une tâche d'honneur de chaque citoyen et implique la protection des intérêts vitaux de chaque membre de la société socialiste »⁴⁰.

En d'autres termes, il apparaît que d'une part l'internationalisme prolétarien domine toute aspiration nationale qui aurait pour effet de donner naissance à un régime politique nouveau. Il prime donc la souveraineté nationale⁴¹, faisant de la communauté socialiste un ensemble homogène et indissociable, dans lequel les peuples possèdent un droit de disposer d'eux-mêmes, excluant toute tendance au nationalisme. Il apparaît d'autre part, que si une quelconque force centrifuge se développe, l'impératif d'homogénéité commande la défense collective de la conquête principale des démocraties populaires : la souveraineté socialiste.

L'internationalisme prolétarien prime la souveraineté nationale et garantit la souveraineté socialiste.

« Droit international dans les relations entre Etats socialistes », *Annuaire soviétique de droit international* (en russe, résumé en anglais), 1966-1967, pp. 30 et ss.; Tirro, Discours au IX^e Congrès de la L.C.Y., 11 mars 1969. Extraits dans *Rev. pol. int.*, n° 474, 5 janvier 1970, p. 12; FEDOSSÉEV, P., *Le principe de l'internationalisme prolétarien*, Science sociales (Moscou, en français), vol. I, 1970, pp. 55-68; SHUSHALOV, V.M., « International Law in relations among socialist countries » dans *Contemporary International Law*, Progress publishers, Moscou, 1969, pp. 59 à 77.

³⁹ « Le nouveau traité soviéto-tchécoslovaque », *La vie internationale*, n° 7 (115), Moscou, juillet 1970, p. 13.

⁴⁰ Cité dans KHLESTOV, O., *doc. cit.*, pp. 12-13.

⁴¹ En droit constitutionnel, l'expression « souveraineté nationale » a un sens précis, elle évoque la souveraineté de la « nation », entité juridique distincte des citoyens qui la composent. Nous employons ici cette expression dans un sens plus général, par référence à la terminologie des Nations Unies qui consacrent un droit des nations à disposer d'elles mêmes (cf. art. 1 de la Charte et les résolutions sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux).

A. L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN PRIME LA SOUVERAINETE NATIONALE

La combinaison des intérêts nationaux et internationaux dans le monde communiste s'établit sur la base d'une nouvelle définition de la souveraineté⁴². En effet, les auteurs soviétiques, et parmi eux N. Lebedev, rappellent que « dans une société de classe, le principe de la souveraineté revêt un caractère de classe. En régime socialiste, la souveraineté ne peut être séparée de la théorie et de la pratique de l'internationalisme prolétarien »⁴³.

M. G. Husak défend un point de vue analogue et précise le contenu de la souveraineté de classe. L'expérience tchécoslovaque des derniers mois confirme selon lui que la souveraineté du parti communiste et du pays socialiste comprend :

« ... son droit de définir, en conformité avec les conditions nationales, les formes et les méthodes de l'édification socialiste, ainsi que le devoir d'en assumer la pleine responsabilité devant son peuple. Cependant, pour pouvoir garantir sa souveraineté chaque parti et pays socialiste doit simultanément sauvegarder et défendre le pouvoir de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, ainsi que toutes les conquêtes révolutionnaires des pays socialistes. Dans ce sens, *le contenu de classe de la souveraineté de l'Etat socialiste est intimement lié à sa responsabilité internationale devant la communauté des pays socialistes et le mouvement communiste et révolutionnaire international* »⁴⁴.

C'est dire que dans la communauté des Etats socialistes, toute manifestation de nationalisme, par son caractère isolationniste, est dangereuse, l'internationalisme doit toujours l'emporter.

a) *Les dangers du nationalisme.*

La revendication d'indépendance nationale traduit toujours une manifestation de nationalisme plus ou moins marqué. Or, il convient de rappeler la distinction des deux attitudes soviétiques à l'égard du nationalisme, suivant que celui-ci concerne les pays occidentaux et du Tiers Monde ou les pays socialistes. En effet, si le nationalisme se développe au sein de pays capitalistes ou de pays du Tiers Monde, il est accueilli favorablement, dans la mesure où il peut servir à affaiblir le « camp occidental ». Dans les pays d'Europe, les Soviétiques approu-

⁴² Dans l'article de l'*A.F.D.I.* cité, G. FISCHER rappelle l'évolution historique de la notion de souveraineté dans la doctrine soviétique (pp. 26 à 31). Cf. également : CALVEZ, J.-Y., *Droit international et souveraineté en U.R.S.S.*, A. Colin, 1953, 299 p. dont 16 de bibliographie; TUNKIN, G., *Droit international public, problèmes théoriques*, Pédone, 1965, 250 p.; USHAKOV, « International Law and Sovereignty », *Contemporary international law*, édité par G. Tunkin, Progress Publishers, Moscou, 1969, pp. 97-117.

⁴³ Article cité p. 27.

⁴⁴ Gustav Husak premier secrétaire du comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Intervention à la Conférence des Partis communistes et ouvriers, Moscou, 5-17 juin 1969 Recueil cité, pp. 414-415.

vent par exemple, les déclarations du gouvernement français qui pour se dégager de l'O.T.A.N. invoquent les exigences de la souveraineté nationale.

De la même façon, les Soviétiques considèrent favorablement le nationalisme des peuples coloniaux, ou soumis à un « néocolonialisme » car, disent-ils, « en règle générale il reflète les saines aspirations démocratiques des mouvements de libération nationale, la protestation des masses contre le joug capitaliste, le désir d'indépendance nationale... »⁴⁵.

Au contraire, le nationalisme est, pour Moscou, intolérable dans les démocraties populaires. Les manifestations des diverses tendances nationalistes, le manquement aux principes de l'internationalisme socialiste constituent de nos jours une menace particulière pour la communauté socialiste.

Selon O. Pavlov, « Là où les conceptions nationalistes prennent le dessus sur l'internationalisme, il se crée des conditions propices pour la dégénérescence du régime socialiste... C'est dans l'espoir de voir se développer les tendances nationalistes qu'on a élaboré la politique des "ponts", qui se pose pour but d'"émousser" le socialisme, de dissocier les Etats socialistes et en premier lieu, d'affaiblir leurs liens avec l'Union Soviétique »⁴⁶.

A fortiori, il est bien évident que le nationalisme est encore moins tolérable s'il prend la forme du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois. Pour l'expliquer, l'académicien P. Fedosseev se fonde sur l'affirmation de Lénine, pour qui « Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien sont deux mots d'ordre irréductiblement opposés qui correspondent aux deux grands camps de classe du monde capitaliste et qui traduisent deux politiques (plus encore deux conceptions du monde) dans la question nationale »⁴⁷.

Mais par-dessus tout, dans les pays socialistes le plus grave danger que fait courir le nationalisme est l'isolationnisme. Si les dirigeants de ces pays se laissent guider par l'égoïsme national, ils n'admettent l'internationalisme que dans la mesure où il profite à leurs intérêts nationaux.

« C'est ici, dit O. Selianinov, qu'il faut chercher l'origine des craintes non fondées, de voir la souveraineté et l'indépendance nationale "lésées". Ce nationalisme qui met au premier plan les particularités nationales, rejette les lois générales du développement des pays socialistes, ce qui aboutit finalement à l'isolement national »⁴⁷.

C'est précisément sur cet isolement que les politiciens du camp occidental comptent pour ébranler les forces du nationalisme mondial. A l'appui de cette affirmation, O. Selianinov cite le rapport intitulé « l'U.R.S.S. et l'Europe de

⁴⁵ *Les principes du marxisme-léninisme, op. cit.*, pp. 398-399.

⁴⁶ « L'internationalisme prolétarien et la défense des conquêtes du socialisme », *La vie internationale*, n° 10 (94), Moscou, octobre 1968, p. 14.

⁴⁷ « Marxisme et internationalisme », *La vie internationale*, n° 3 (99), Moscou, mars 1969, p. 5.

l'Est » rédigé à la demande de la commission sénatoriale américaine pour les Affaires étrangères. Ce rapport contient notamment des recommandations concernant les moyens et les méthodes destinés à promouvoir la politique des Etats-Unis à l'égard de la Communauté socialiste, qui en son temps, a mis en pièces l'Empire austro-hongrois ⁴⁸.

Pour éviter de tels périls, il faut ériger en principe la primauté de l'internationalisme.

b) *La primauté de l'internationalisme.*

La doctrine soviétique affirme que les pays socialistes sont tenus d'agir en front unique et serré dans l'arène mondiale. Ils décuplent ainsi l'efficacité de leur politique étrangère. Selon Moscou, l'expérience du système socialiste mondial a confirmé la nécessité d'une étroite alliance entre les pays qui se détachent du capitalisme, de l'union de leurs efforts dans la construction du socialisme et du communisme. « Leur unité et leur coopération fraternelle sont conformes aux intérêts nationaux supérieurs de chaque pays. La consolidation de l'unité du système socialiste mondial sur la base de l'internationalisme prolétarien est la condition indispensable des succès continus de tous les Etats qui en font partie » ⁴⁹. De fait, il n'y a pas contradiction entre les intérêts nationaux et internationaux des pays socialistes.

L'internationalisme prolétarien, expression de l'idéologie et de la politique de la classe ouvrière, est, pour O. Selianinov, la garantie de l'unité d'action de ses détachements nationaux face aux problèmes auxquels ils se trouvent confrontés. Le principe « suppose une combinaison adéquate et efficace des intérêts nationaux et internationaux, le lien dialectique entre ces deux concepts » ⁵⁰.

La coordination de toutes les actions est indispensable aussi bien dans le domaine défensif face à l'impérialisme que dans le domaine économique, face aux nécessités de la production et du développement.

Dans la mesure où le monde socialiste représente la principale force révolutionnaire de notre époque — et la citadelle du mouvement anti-impérialiste, « chaque pays qui en fait partie a pour devoir sacré de consolider la communauté socialiste, d'en renforcer les positions internationales » ⁵⁰. Cette thèse a été rappelée par M. Brejnev en 1969 à la Conférence des partis communistes et ouvriers. « Plus l'opposition entre le vieux monde et le monde nouveau s'accroît, et plus il importe d'utiliser toutes les possibilités présentées par le nouveau régime social,

⁴⁸ « La combinaison des intérêts nationaux et internationaux dans la politique des pays socialistes », *La vie internationale*, n° 8 (116), Moscou, août 1967, op. cit., 17 et 26.

⁴⁹ *Programme du Parti communiste de l'Union soviétique, adopté au XXII^e Congrès*. Ed. en langues étrangères, Moscou, 1964, p. 27.

⁵⁰ *Doc. cit.*, pp. 15, 16 et 18.

de renforcer la puissance des pays socialistes, de coordonner leurs efforts de manière vaste et variée »⁵¹.

Dans ce dessein, l'organisation internationale du Pacte de Varsovie doit jouer un rôle déterminant, comme instrument sûr de la défense du socialisme⁵². Durant de nombreuses années, c'est au Comité consultatif politique qu'ont été examinés, et le plus souvent résolus les problèmes-clés de la vie internationale. « Ce travail en commun a aidé nos pays à obtenir des succès importants dans plusieurs domaines, dit M. Brejnev, succès qui renforcent les positions internationales du socialisme, la cause de la paix en Europe et dans le monde »⁵³.

Aujourd'hui, les participants au Pacte doivent se préoccuper constamment « de perfectionner l'Organisation appelée à satisfaire les objectifs internationaux des pays membres et à assurer, par la même occasion, les intérêts nationaux de chacun des pays »⁵⁴.

Mais au-delà de la défense, c'est dans le domaine de la coordination et de l'intégration économique que la primauté de l'internationalisme se manifeste avec le plus de relief. Selon V. Karpitch, « tout prouve que la solution heureuse des problèmes économiques actuels de la communauté socialiste n'est possible qu'à condition d'atteindre le degré d'approfondissement et d'élargissement de la coopération des pays membres, qui correspond à la notion d'intégration économique socialiste »⁵⁴.

Le processus d'intégration est considéré par les Soviétiques comme un processus planifié de rapprochement, d'adaptation mutuelle, « d'optimisation des complexes d'économie nationale des Etats », notamment en ce qui concerne les matières premières, les investissements et les problèmes scientifiques et techniques liés à la production. Or, selon Moscou, « ces problèmes ne peuvent être tranchés... que sur la base d'un programme de coopération complexe et de longue haleine, qui prévoirait l'intégration des moyens indispensables, ainsi que des réserves matérielles et de production des pays intéressés »⁵⁴.

Dès lors, pour les Soviétiques, il est pratiquement impossible de trouver des problèmes internationaux cardinaux dont la solution en commun avec les pays socialistes soit en contradiction avec les intérêts d'Etat de l'un d'entre eux. Et O. Selianinov en conclut : « Cette coïncidence d'intérêts porte un caractère

⁵¹ Conférence internationale des Partis communistes et ouvriers, *doc. cit.*, pp. 145-146.

⁵² L'organisation du Pacte de Varsovie montre bien la primauté de l'internationalisme dans la mesure où elle fait apparaître une intégration organique. Elle montre aussi une coordination fonctionnelle et une dépendance opérationnelle à l'égard de l'U.R.S.S. (cf. DUPUY, R.-J. et BETTATI, M., *Le Pacte de Varsovie*, A. Colin, Paris, 1969.

⁵³ SELIANINOV, O., *doc. cit.*, p. 18.

⁵⁴ KARPITCH, V., « Les pays du Conseil d'entraide : les voies du développement de l'intégration », *La vie internationale*, n° (116), Moscou, août 1970, pp. 8 et 10.

objectif qui a pour origine la communauté des régimes sociaux et des buts finals des pays socialistes partout où nous n'assistons pas, bien sûr, à des manifestations de nationalisme et à l'abandon du marxisme-léninisme »⁵⁵.

Or, précisément, l'internationalisme prolétarien a également pour mission de protéger le marxisme-léninisme et ses conquêtes, il garantit la souveraineté socialiste.

B. L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN GARANTIT LA SOUVERAINETÉ SOCIALISTE

La doctrine socialiste de la souveraineté établissant cette dernière sur l'existence d'un régime économique et social particulier, les pays socialistes se trouvent donc devant un nouvel impératif, celui de défendre le régime qu'ils ont bâti. L'internationalisme érige en règle de droit international cette obligation contenue dans le Pacte de Varsovie qui a déterminé à deux reprises l'intervention de l'U.R.S.S. et de ses alliés sur le territoire d'une des démocraties populaires.

a) *La défense concertée des conquêtes du socialisme.*

Le préambule du traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, signé à Prague le 6 mai 1970 par les représentants de la Tchécoslovaquie et de l'U.R.S.S. rappelle le principe : ... « le soutien, le renforcement et la protection des acquisitions socialistes, obtenus grâce aux efforts héroïques, au travail et aux sacrifices du peuple de chaque pays, sont le devoir international commun des pays socialistes »⁵⁶.

Les acquisitions dont parle ce texte ont en réalité une double dimension. Elles concernent d'abord le régime socialiste lui-même, c'est-à-dire la nature et la forme des institutions constitutionnelles. Elles concernent aussi les frontières extérieures du bloc socialiste, c'est-à-dire le « cordon sanitaire » pro-soviétique que peuvent jouer les démocraties populaires⁵⁷.

⁵⁵ *Doc. cit.* p. 17.

⁵⁶ Paragraphe 3 du préambule. Voir texte du traité dans *R.G.D.I.P.*, 1970, n° 3, p. 851, et *Problèmes politiques et sociaux (la documentation française)*, n° 31-32, 31 juillet au 7 août 1970, p. 45. Ce texte reprend en réalité un paragraphe de la Déclaration signée le 3 août 1968 à Bratislava par les représentants des partis communistes et ouvriers de Bulgarie, Hongrie, République démocratique allemande, Pologne, U.R.S.S. et Tchécoslovaquie. Cf. « U.R.S.S. », *La documentation française*, n° 5, septembre-octobre 1968, p. 12.

Ce paragraphe est lui-même directement inspiré de diverses déclarations et articles soviétiques qui affirment le caractère unitaire de l'internationalisme prolétarien. Cf. notamment la déclaration de M. Brejnev du 2 juillet 1968, l'éditorial de la *Pravda* du 19 juillet 1968 (*N.D.*, n° 3449-3550 du 30 décembre 1958, pp. 43-45). On le retrouve dans le discours de M. Gomulka à la Conférence de Moscou de juin 1969, *doc. cit.*, p. 106.

⁵⁷ Ce que certains auteurs ont appelé « Le glacis soviétique », cf. sous ce titre l'ouvrage de Nicolas Clarion, Aimery Somogy, Ed. Paris, 1948, 283 p.

La protection des institutions internes comme celle des frontières extérieures relèvent de *principes de droit international supérieurs*.

1. — Dans son analyse du nouveau traité soviéto-tchécoslovaque, O. Khlestov explique le caractère particulier de ces principes qui régissent les relations entre les Etats socialistes. Pour lui, ils « vont plus loin que ceux du droit des gens et comprennent, parallèlement aux éléments démocratiques généraux, des éléments nouveaux ». Cette particularité est due à l'homogénéité des régimes sociaux des Etats socialistes, à la communauté de leur idéologie et de leurs intérêts. « D'où la formation d'un droit international nouveau, socialiste, appelé à déterminer les relations entre les pays socialistes. » Le caractère obligatoire des règles qu'il définit, trouve un fondement analogue à celui du droit international général et « on voit se former dans les rapports entre les pays socialistes des normes et des principes impératifs que ces pays sont tenus d'observer dans leurs relations réciproques »⁵⁸.

Or, parmi ces obligations il en est une qui découle directement de la définition de la souveraineté communément admise dans les pays socialistes. En effet, celle-ci exprime, nous l'avons vu, un droit suprême du peuple de construire dans son pays un régime social nouveau, mais cette construction se fait en s'appuyant sur la solidarité de classe des autres pays socialistes, du prolétariat et des travailleurs du monde entier « ainsi que sur leurs résolutions de venir immédiatement en aide à ce peuple si son droit, et par conséquent l'Etat socialiste même (et il convient de souligner spécialement ce dernier point), se trouvent menacés »⁵⁹.

Il importe de préciser que pour les Soviétiques, l'octroi d'une telle aide ne lèse nullement la souveraineté du peuple qui demeure l'unique maître incontesté dans son pays. L'intervention que suppose cette aide est dirigée exclusivement contre ceux qui tentent de priver ce peuple de son droit, de désagréger la société socialiste, d'arracher le pouvoir des mains de la classe ouvrière, de priver le parti communiste de son rôle et de créer les conditions nécessaires à la substitution d'un régime capitaliste au régime socialiste et de porter ainsi préjudice à l'ensemble de la communauté socialiste.

Cette aide doit être automatique dans la mesure où toute indécision, toute hésitation dans la défense des conquêtes socialistes met en péril l'existence même de l'Etat socialiste ainsi que toute la cause du socialisme. J. Kadar a expliqué ce point de vue au nom du parti socialiste ouvrier hongrois à la Conférence de juin 1969. « Nous devons voir, disait-il, et cela est confirmé par la pratique, que lorsqu'il s'agit du destin d'un pays socialiste, cela touche les intérêts de tous »⁶⁰.

⁵⁸ *La vie internationale*, n° 7 (115), Moscou, juillet 1970, p. 13.

⁵⁹ SELIANINOV, O., « L'internationalisme prolétarien et l'Etat socialiste », *La vie internationale*, n° 11 (107), Moscou, novembre 1969, p. 14.

⁶⁰ *Conférence internationale des partis communistes et ouvriers* (5-17 juin 1969), Moscou, doc. cit., p. 331.

C'est la raison pour laquelle ces pays ont organisé la défense collective de leurs frontières.

2. — La mise en œuvre de cette défense est prévue d'abord dans le Pacte de Varsovie dont l'article 4 stipule :

« Au cas où un ou plusieurs des Etats parties au Traité feraient l'objet, en Europe, d'une attaque armée de la part d'un Etat quelconque ou d'un groupe d'Etats, chaque Etat partie au Traité, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, accordera, individuellement et d'accord avec les autres Etats parties au Traité une assistance immédiate à l'Etat ou aux Etats victimes de l'agression, par tous les moyens qu'il jugera nécessaires, y compris l'emploi de la force armée. Les Etats parties au Traité se consulteront immédiatement quant aux mesures à prendre de concert pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales. »

Le traité soviéto-tchécoslovaque du 6 mai 1970 renforce l'automatisme de l'aide et facilite son administration.

L'article 10 de ce traité, dont la rédaction reprend de nombreux éléments de l'article 4 du pacte, rend compte de cette préoccupation des signataires :

« Dans le cas d'une attaque armée contre l'une des Hautes Parties signataires de la part de n'importe quel Etat ou groupe d'Etats, la seconde Partie signataire la considérera comme une attaque contre elle-même, et fournira sans délai toute aide, y compris l'aide militaire, ainsi que tout soutien, par tous les moyens à sa disposition, appliquant ainsi le droit d'auto-défense individuelle ou collective selon l'article 51 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies... »

Les deux documents diplomatiques ci-dessus prévoient donc la possibilité d'*agressions armées lancées de l'extérieur* par un autre Etat. Toutefois, l'internationalisme prolétarien exige également la défense des frontières de la Communauté socialiste contre toute modification suscitée par une subversion interne qui aurait pour origine la politique occidentale.

Cette thèse a été soutenue le 21 août 1968, devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies par M. Malik : « Trop de sang a coulé en Europe », disait-il, les pertes ont été trop lourdes; il y a eu trop de victimes (vingt millions de Soviétiques) sacrifiés pendant la deuxième guerre mondiale « pour que les pays de l'Europe de l'Est assistent passivement aux tentatives des impérialistes et des revanchards en vue de modifier les frontières d'après-guerre »⁶¹. Au mois d'octobre de la même année, M. A. Gromyko développait la même thèse devant l'Assemblée générale⁶².

Enfin, le traité du 6 mai 1970 entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie confirme de manière bilatérale cette règle multilatérale. L'article 9 dispose :

⁶¹ O.N.U., *Chronique mensuelle*, vol. V, n° 8, août-sept. 1968, pp. 53-54.

⁶² 1679^e séance, 30 octobre, O.N.U., *Chronique mensuelle*, vol. V, n° 10, novembre 1968, p. 70.

« Les Hautes Parties signataires déclarent qu'une des conditions essentielles pour assurer la sécurité européenne est l'inviolabilité des frontières d'Etats en Europe, telles qu'elles se sont formées après la seconde guerre mondiale. Elles expriment leur ferme décision d'assurer avec les autres Etats membres du Pacte de Varsovie du 14 mai 1955 sur l'amitié, la coopération et l'entraide mutuelle et en accord avec ce pacte, l'inviolabilité des frontières des Etats membres de ce pacte, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'agression de toute force militariste et revancharde et pour repousser l'agresseur. »

Or, précisément, les conquêtes du socialisme et les frontières du camp socialiste ont été sérieusement menacées à deux reprises, et cette menace a commandé l'application des règles juridiques définies ci-dessus, c'est-à-dire l'intervention directe sur le territoire d'un des Etats de la communauté des Etats socialistes.

b) *Les opérations de sauvegarde de la souveraineté socialiste.*

Il n'est pas question de reprendre ici l'historique et les problèmes juridiques des affaires hongroise de 1956 et tchécoslovaque de 1968, mais de voir comment, selon Moscou, ces deux affaires ont révélé une menace contre la souveraineté socialiste et une réaction de défense des Etats socialistes.

1. — *L'intervention en Hongrie*⁶⁸.

A Budapest, en 1956, les Soviétiques se heurtèrent à une situation insurrectionnelle. Les objectifs des insurgés n'étaient pas le retour pur et simple au capitalisme, mais ils visaient un socialisme moins rigoureux qu'auparavant. Dans l'ordre interne ils souhaitaient l'instauration d'un système multiparti où le parti communiste n'aurait qu'une place secondaire. Dans l'ordre international, ils voulaient que la Hongrie sorte du camp socialiste, dénonce le Pacte de Varsovie et accède à la neutralité comme l'Autriche.

La première intervention des troupes russes à Budapest le 23 octobre, se fit à la demande (au moins formelle) du gouvernement Nagy, la seconde, celle du 4 novembre, se fit contre lui à la demande de ceux qui, autour de Kadar, restèrent fidèles à Moscou.

En quoi ces événements concernent-ils la souveraineté socialiste et l'internatio-

⁶⁸ Sur les événements de Hongrie, cf. notamment : *La révolte de la Hongrie d'après les documents de la Radio hongroise*, préf. de François Fejtő, Ed. Pierre Horay, 1956; MERAY, T., *Budapest*, Robert Laffont, Paris, 1966, 350 p.; FEJTŐ, Fr., *Budapest 1956*, coll. archives, Julliard, 1966, 287 p.; *Les temps modernes*, n° spécial de novembre-décembre 1956. janvier 1957; O.N.U., Conseil de sécurité : 746^e et 754^e séances des 28 octobre 1956 et 4 octobre 1956, S/PV 746 et S/PV 754; Assemblée générale, « Deuxième session extraordinaire d'urgence : 4-10 octobre 1956 », *Documents officiels s séances plénières et annexes*, New York, février 1957; *Rapport du comité spécial pour la question de Hongrie*, A. G. doc. off. 11^e session, suppl. n° 18 (A 13592); *La documentation française*, « Les événements de Hongrie » (chr. n° 172-11-56), « L'U.R.S.S. et la Hongrie » (chr. n° 173-12-56).

nalisme prolétarien ? La réponse se trouve notamment dans la déclaration soviétique du 30 octobre 1956 sur le développement et le renforcement de l'amitié et de la coopération entre l'U.R.S.S. et les autres Etats socialistes selon laquelle :

« La défense des conquêtes socialistes de la Hongrie démocratique populaire est à l'heure actuelle le devoir principal et sacré des ouvriers, des paysans, des intellectuels, de tout le peuple travailleur de Hongrie. Le gouvernement soviétique exprime sa conviction que les peuples des pays socialistes ne permettront pas aux forces réactionnaires de l'étranger et de l'intérieur d'ébranler les bases du régime de démocratie populaire conquis et renforcé par la lutte pleine de sacrifices et le travail des ouvriers, des paysans et des intellectuels de ce pays ⁶⁴. »

L'intervention soviétique était justifiée dans l'éditorial de la *Pravda* du 23 novembre 1956 :

« Un Etat socialiste ne pouvait se contenter d'observer passivement le règne sanglant de la réaction fasciste dans la démocratie populaire hongroise. Quand le calme reviendra en Hongrie, quand la vie y redeviendra normale, il ne fait pas de doute que la classe ouvrière, la paysannerie et les milieux intellectuels hongrois comprendront mieux nos actes et jugeront que nous avons raison. Nous estimons qu'il est de notre devoir international de porter secours à la classe ouvrière hongroise dans sa lutte contre les intrigues de la contre-révolution ⁶⁵. »

Le Livre blanc hongrois intitulé « La contre-révolution et les événements d'octobre en Hongrie » dénonce les préparatifs d'une contre-révolution dirigée par les Etats-Unis contre l'Europe orientale tout entière :

« En octobre 1951, déclare le Livre Blanc, le Congrès des Etats-Unis a adopté un amendement à la loi connue sous le nom de *Mutual Security Act* aux termes duquel une somme de 100 millions de dollars pouvait être consacrée au financement des activités que mèneraient des "personnes sélectionnées" qui résident dans les pays d'Europe orientale ou bien sont réfugiés de ces pays ⁶⁶. »

Les Soviétiques lancèrent à l'époque toute une série d'accusations contre les Etats-Unis aux fins de démontrer l'action extérieure dans la révolte qui avait éclaté à Budapest ⁶⁷. Dès lors, l'obligation d'intervenir devait être exécutée, elle se fit en deux fois et fut suivie d'importantes mesures d'épuration dans les rangs du gouvernement et du parti hongrois. Ces épurations furent graves et violentes. Le comité spécial des Nations Unies ⁶⁸ fait état de plusieurs milliers de déporta-

⁶⁴ N.D., n° 2950, p. 40.

⁶⁵ Reproduit in Nations Unies, *rapport du comité spécial pour la question de Hongrie*, A.G. doc. off. 11^e session, suppl. n° 18 (A 13592), p. 18.

⁶⁶ *Ibidem*, p. 20.

⁶⁷ Il convient de noter que la conclusion du rapport établi par le comité spécial des Nations Unies n'a pas retenu ces arguments. Il a montré que les événements d'octobre et novembre 1956 avaient été une insurrection nationale spontanée, provoquée par des griefs de longue date parmi lesquels la situation d'infériorité de la Hongrie par rapport à l'U.R.S.S. L'insurrection, fruit de « l'amertume et de l'indignation » a eu pour cause immédiate la nouvelle, apprise le 19 octobre, que la Pologne avait réussi à se détacher de la domination soviétique (cf. *rapport*, pp. 151 à 153, et DUPUY, R.-J. et BETTATI, M., *op. cit.*, pp. 77-81).

⁶⁸ *Rapport cité*, § 740.

tions, dont certaines reconnues par le gouvernement soviétique. L'épuration fut beaucoup moins sévère en 1968 en Tchécoslovaquie.

2. — *L'intervention en Tchécoslovaquie*⁶⁹.

Les circonstances dans lesquelles les cinq pays du Pacte de Varsovie ont agi en août 1968 sont bien connues.

Les divers documents publiés par les Soviétiques à la veille et au lendemain des événements du 20 août décrivent en termes à peu près identiques l'action qui consistait, selon eux, à détruire le socialisme à l'intérieur, et à distendre les liens entre la Tchécoslovaquie et les autres pays socialistes à l'extérieur.

Ainsi, l'éditorial de la *Pravda* du 11 juillet 1968 dénonce une « attaque contre les structures du socialisme en Tchécoslovaquie »⁷⁰. L'éditorial explique notamment que depuis le plénum du C.C. du P.C.T. en janvier 1968, les forces hostiles au socialisme s'efforçaient de noircir et de discréditer le parti, de saper les bases de l'Etat socialiste pour, « en dernière analyse, restaurer le capitalisme dans le pays »⁷¹. Les Soviétiques montrent que le manifeste dit des « Deux mille mots »⁷¹ constituait une plate-forme contre-révolutionnaire car, « sous couvert de conversations sur la « libéralisation », la « démocratisation », etc..., elle tentait « de tirer un trait sur toute l'histoire de la Tchécoslovaquie depuis 1948... Cette déclaration chantait en fait les louanges d'une Tchécoslovaquie bourgeoise et ne cachait pas sa sympathie pour le régime capitaliste »⁷⁰.

Durant l'été 1968, les effets de cette politique ont atteint un seuil au-delà

⁶⁹ Sur les événements de Tchécoslovaquie, voir notamment : FISCHER, G., article de l'*A.F.D.I.* cité; « Prague 1948-1968 », *Chronique de politique étrangère*, Bruxelles, vol. XXIII, n° 1-2, janvier-mars 1970; PELIKAN, J. *Le Congrès clandestin*, Ed. Seuil, Paris 1969, 382 p.; TIGRID, P., *Le printemps de Prague*, Ed. Seuil, Paris 1968, 280 p.; SALOMON, M., *Prague : la révolution étranglée, janvier-août 1968*, 360 p.; GUEYT, R., *La mutation tchécoslovaque*, Ed. Ouvrières, Paris, 1969, 424 p.; BOSC, R., « La crise tchécoslovaque et l'avenir du communisme orthodoxe », *Projet*, n° 30, décembre 1968, pp. 1180-1191; FEJTÖ, F., « Prague - pourquoi ? », *Prouves*, n° 211, pp. 3-15; JENNER, P., « La crise soviéto-tchèque : réformes économiques et libéralisation politique », *Nouvelles O.T.A.N.*, 1968, n° 11, pp. 20-26; LAVERGNE, B., « L'agression contre la Tchécoslovaquie et l'évolution de la politique soviétique depuis 1917 », *Année p. éco.*, n° 205, octobre 1968, pp. 285-320; SCHUTZE, W., « L'opinion du monde et les événements de Tchécoslovaquie », *Pol. étr.*, n° 4, 1968, pp. 331-350; Traité du 16 octobre 1968 entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie sur le stationnement temporaire des troupes soviétiques sur le territoire tchécoslovaque, signé à Prague, *R.G.D.I.P.*, 1969, n° 1, p. 264 et ss.

⁷⁰ Document n° 13 dans « Prague 1948-1968 », n° spécial de *Chronique de politique étrangère*, vol. XXIII, nos 1-2, janvier-mars 1970, pp. 186-190.

⁷¹ En date du 27 juin 1968, publié simultanément dans les quatre journaux tchécoslovaques : *Literarni Listy*, *Prace*, *Zemedselne Noviny*, et *Mlada Fronta*, (texte dans le *Monde* du 25 juillet 1968).

duquel l'U.R.S.S. ne pouvait plus tolérer qu'on aille. M. Malik s'en est expliqué, le 22 août, devant le Conseil de Sécurité. D'après lui,

« A Prague, les choses sont allées très loin. Différents éléments ont attaqué le Parti et insulté ses représentants. Dans le centre même de la ville, une campagne publique a été lancée pour recueillir des signatures en faveur de la suppression de la milice populaire. Lors de ces réunions de rue spontanées, on a imposé grossièrement le silence à des communistes qui cherchaient à exprimer leur point de vue, et l'on s'est livré plus d'une fois à des voies de fait contre eux. La presse a continué, encore qu'indirectement, à s'en prendre à des fonctionnaires par d'autres moyens plus raffinés et ce travail de sape a abouti récemment à l'attaque du siège du Parti communiste tchécoslovaque, à Prague, par un groupe d'extrémistes de droite. »

Tous les résultats obtenus au cours des vingt dernières années se trouvaient compromis. « Ce qui est menacé, disait M. Malik, n'est pas seulement la voie vers la démocratie socialiste dans laquelle le pays s'est engagé en janvier, mais les fondements mêmes du socialisme. Le danger d'une lutte fratricide organisée par la réaction a contraint les signataires de l'appel⁷¹ à demander assistance à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes frères »⁷².

Dans le domaine international, les Soviétiques estiment que la subversion tchécoslovaque visait à délier la Tchécoslovaquie de ses obligations à l'égard de la communauté socialiste. Or, sur cette question, l'U.R.S.S. a toujours eu une position très ferme. M. Malik l'a rappelé au Conseil de sécurité :

« Nul, jamais, ne pourra arracher ne serait-ce qu'un maillon de la chaîne de la communauté des pays socialistes, qui demeure un bastion indestructible contre toutes les attaques impérialistes, les complots et les provocations, bastion qui protège aussi les droits de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance »⁷³. D'ailleurs, ajoutait-il, le gouvernement soviétique a annoncé qu'il retirerait ses forces aussitôt que la menace qui pèse sur les réalisations du socialisme dans le pays et contre la sécurité de la communauté des pays socialistes aura été éliminée...

Les « cinq », réunis à Varsovie les 14 et 15 juillet 1968, avaient mis en garde les dirigeants de Prague contre le développement d'une situation périlleuse à l'égard de leur communauté.

... « Selon notre conviction la situation qui s'est formée en Tchécoslovaquie met en danger le fondement du pays et menace les intérêts communs essentiels des autres pays socialistes. Les peuples de nos pays ne nous pardonneront jamais une indifférence et une négligence devant un tel danger »⁷⁴.

⁷² Il s'agit de l'appel « aux partis communistes frères » d'un groupe de communistes Tchécoslovaques, publié dans la *Pravda* le jour même. Texte dans *Articles et documents (Documentation française)*, n° 1932, 22 novembre 1968.

⁷³ O.N.U., *Chronique mensuelle*, vol. V, n° 8, août-septembre 1968, p. 53.

⁷⁴ Lettre publiée par le *Monde* du 19 juillet 1968. Ce texte se trouve également dans « Prague 1948-1968 », *Chronique de politique étrangère*, cité pp. 193-196.

Les Soviétiques ont expliqué, au lendemain de l'intervention, que les innovations doctrinales, en matière de relations entre pays socialistes, qui étaient apparues à Prague en 1968 étaient complètement erronées et anti-marxistes.

Ainsi, vidant de son contenu le principe de l'internationalisme prolétarien, les auteurs qui foisonnaient dans la presse tchécoslovaque à cette époque, s'efforçaient de démontrer que la coopération avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes n'était pas avantageuse pour la Tchécoslovaquie. On préconisa la nécessité de remplacer ce principe par celui de la cohabitation pacifique. Dans l'hebdomadaire *Literarny Listy*, Y. Sedivy avança la thèse suivant laquelle le principe de la coexistence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents était trop « unilatéral », qu'il serait nécessaire de le « corriger » et qu'il faudrait aussi parler de la « coexistence pacifique entre tous les Etats », c'est-à-dire de l'appliquer également aux rapports entre les pays socialistes. « Il ne s'agit pas seulement en l'occurrence d'une confusion de notions, écrit O. Pavlov, mais d'une intention consciente d'estomper la nature des différents principes de relations internationales »⁷⁵.

De fait, la confusion a eu pour conséquence une poussée du nationalisme. O. Pavlov cite toute une série d'exemples qui témoignent de ce phénomène. Ainsi, A. Polakovic avait exposé sa thèse dans le journal *Smena* du 14 mai. Il affirmait, qu'au cours de ces dernières années, la Tchécoslovaquie « avait pris l'habitude d'identifier les intérêts de l'ensemble du groupe socialiste avec ses propres intérêts nationaux sans penser aux conséquences ». L'auteur en était venu à conclure que « la conception monolithique de l'unité du camp socialiste, loin de profiter aux Etats socialistes individuels, ne fait souvent que nuire à ces Etats et même à l'ensemble de la communauté socialiste »⁷⁵.

Dans le même esprit I. Synek écrivait dans *Rudé Pravo* que la politique extérieure tchécoslovaque « ne tenait pas suffisamment compte ou même ignorait les intérêts nationaux de la Tchécoslovaquie... et ceci au nom d'un internationalisme mal compris ». Dans l'article de L. Liska, publié dans le même journal, on affirmait que la Tchécoslovaquie avait « accepté passivement » un point de vue qui ne correspondait pas à ses « intérêts spécifiques »...

De ces exemples, O. Pavlov conclut : « Il n'est pas difficile de voir que de pareilles assertions poursuivaient un but bien défini : déformer intentionnellement le caractère de la coopération de la Tchécoslovaquie avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes pour la décrier et la discréditer »⁷⁵.

⁷⁵ Doc. cit., p. 15.